



Cette table ronde de chercheur.euses en sociologie et science politique a été organisée dans le cadre d'un projet nommé TRUEDEM : Trust in European Democracies. Ce projet est porté par douze universités européennes et porte sur les ressorts de la confiance politique dans une perspective comparative.

La table-ronde s'est attachée à identifier les facteurs qui renforcent ou fragilisent la confiance des citoyens dans les institutions politiques. Une attention particulière a été accordée au rôle joué par les innovations démocratiques et les dispositifs institutionnalisés dans ce processus, en s'appuyant sur des réflexions et exemples concrets.

Les intervenant.e.s :

BEDOCK Camille, Chargée de recherche au CNRS, Science Po Bordeaux et au Centre Émile Durkheim.

MABI Clément, Professeur à l'INSA Rennes et au LFPC.

MAGNI-BERTON Raul, Professeur à l'Institut Catholique de Paris et à l'ESPOL.

MAZEAUD Alice, Maîtresse de conférence à l'Université de la Rochelle et à LIENSS.

Animation par :

GONTHIER Frédéric, Professeur des universités, Science Po Grenoble-UGA, PACTE.

MORIO Camille, Maîtresse des conférences, Science Po Grenoble-UGA, CERDAP.

TISSERAND Carole-Anne, Postdoctorante, Science Po Grenoble-UGA, PACTE.

Les innovations démocratiques peuvent-elles vraiment améliorer la confiance politique ?

[Petite synthèse réalisée par l'ICPC dans le cadre du chantier 2026. Ce n'est pas un compte-rendu, mais quelques éléments qui nous paraissent utiles pour continuer à réfléchir encore et toujours à la place de la participation citoyenne dans l'amélioration de notre démocratie.](#)

Camille Bedock part d'un constat indiquant que la volonté de bouleverser le statut constitutionnel de certains citoyens est associée à un manque de confiance politique ou d'insatisfaction vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie. Cela peut être interprété comme une volonté de "reprenre le pouvoir" sur une classe politique, par des acteurs marginalisés dans le système politique actuel, qui ont le sentiment d'être mal représentés ou d'être représentés par des "mauvais" représentants. A noter cependant que très peu de personnes indiquent souhaiter se substituer aux élus pour s'auto-gouverner.

La chercheuse répartit les aspirations des citoyens vis-à-vis du politique en 4 groupes :

- Un groupe de personnes engagé dans l'idée d'une relation permanente, horizontale avec les citoyens qui participeraient à tous les moments du processus politique ; elle est essentiellement présente chez des personnes diplômées, qui participent déjà fortement, très engagées politiquement, donc déjà très participatives !
- Un autre groupe dispose, quant à lui, d'une aspiration à la délégation, avec l'idée de confier à un élu plus compétent que soi la décision devant être prise de manière efficace et rapide. Cette aspiration se retrouve plus chez les personnes de droite et du centre droit de l'échiquier politique, qui ont une forte confiance politique, mais une participation limitée au vote.
- Le troisième groupe a une aspiration à la représentation miroir, avec l'idée que pour s'identifier au système politique, il faut avoir des représentants qui nous ressemblent. C'est une aspiration qu'on retrouve chez les jeunes Français éduqués, avec un faible niveau de confiance politique et une relative faible participation.
- Enfin, l'aspiration au contrôle est caractéristique des citoyens issus des classes populaires, avec un faible niveau d'études, un travail manuel peu qualifié, une faible participation politique et une très forte défiance vis-à-vis du fonctionnement politique actuel.
 - Cette aspiration au contrôle consiste au souhait de contrôler les élus, de pouvoir les renvoyer en cours de mandat, avec l'idée qu'ils sont "nos" employés et qu'ils devraient être traités comme tels.
 - La deuxième idée est que l'élu doit avoir une très forte proximité statutaire avec les citoyens, avec l'idée que les "privilèges" associés à la fonction politique devraient être supprimés, cela passe notamment par le "salaire" jugé bien trop élevé.

Pour elle, les innovations démocratiques devraient redonner un véritable pouvoir d'influence des citoyens sur le système politique. Mais aujourd'hui, les processus consultatifs sont domestiqués et contrôlés par les élus. Les innovations correspondant aux objectifs plus radicaux sont celles qui, de fait, sont les moins susceptibles d'être mises en place par les élus et les plus décriées par les élus...

Pour **Clément Mabi**, concernant le numérique, trois promesses principales ont été portées ces dernières années :

1. La première promesse est celle de plus d'accessibilité et d'ouverture. permettant de simplifier et de toucher un public plus large.
2. La deuxième promesse est celle de plus de transparence et de traçabilité, rendant les processus de décision plus lisibles et plus compréhensibles.
3. La troisième grande promesse est celle de l'élargissement de la délibération collective qui se renforce aujourd'hui via l'IA..

Mais on le sait aujourd'hui, le numérique renforce certaines inégalités et en construit de nouvelles. Une étude américaine indique, par exemple, que la promesse d'inclusion d'une plus grande diversité ne fonctionne pas, le numérique favorisant, au contraire, l'engagement de communautés les plus organisées.

Raul Magni-Berton souligne, quant à lui, que la pratique de la démocratie directe augmente la méfiance vis-à-vis des élus (c'est la posture du référendum de les contourner), mais - dans

la mesure où les pétitionnaires peuvent gagner - augmente la confiance dans la capacité à influencer le système.

Des pistes de réussites ?

- En Espagne, à Barcelone, une démarche d'expérimentation de nouvelles formes de gouvernance et de déploiement d'une plateforme participative numérique en *open source* sont allées de pair. La fabrication artisanale et l'expérimentation d'outils - dont des outils numériques - au service du projet ont bien fonctionné..
- La Belgique a développé une démocratie délibérative qui peut restaurer la confiance ; ce n'est pas magique, mais l'approche est plus ouverte en intégrant des citoyens non élus.
- En France, se développent des assemblées citoyennes associant élus et citoyens ; les élus sont directement associés aux échanges. A noter que souvent les élus ont un biais de perception, pensant que les électeurs sont plus conservateurs qu'ils ne le sont réellement. Et les élus acceptent plus volontiers les changements lorsqu'ils sont eux-mêmes associés à un processus de débat avec des citoyens.

Certes, l'accroissement des inégalités territoriales est un des éléments qui alimente le sentiment de se sentir perdant, mais la façon dont les projets locaux sont partagés et pilotés est aussi très importante dans la relation à la confiance.